

## **Commémoration de la Guerre d'Algérie Samedi 19 mars 2011**

Monsieur le Conseiller Général,  
Mesdames, Messieurs les élus,  
Monsieur le Président de la Fédération des Anciens Combattants en  
Algérie, Maroc et Tunisie,  
Mesdames, Messieurs les représentants d'associations d'anciens  
combattants,  
Messieurs les anciens combattants,  
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre hommage aux victimes et  
aux anciens combattants de la Guerre d'Algérie en ce 19 mars 2011. Vous  
connaissez mon attachement au devoir de mémoire et à la célébration  
d'événements commémoratifs. Aussi, j'ai un profond respect pour tous  
nos anciens combattants et les élus de la commune se joignent à moi pour  
leur exprimer notre plus sincère reconnaissance.

Le 3 juillet 1962, l'Algérie est déclarée Etat-Nation déchuant la France de  
son statut d'empire colonial. Mais peut-on parler de victoire lorsque le  
sang a tant coulé ?

Lundi 19 mars 1962, à midi, le Général AILLERET, sur ordre du Président  
de la République, proclamait le cessez-le feu à ce qui convenait d'appeler  
« *les événements d'Algérie* », au lendemain de la signature des Accords  
d'Evian. Près de 90% des Français, consultés par référendum le 8 avril de  
cette même année, répondent favorablement à la question : « *Acceptez-  
vous, comme le prévoient les [accords d'Évian](#), que les habitants de  
l'Algérie se prononcent au sujet de son indépendance ?* ». Il faut attendre

1999 pour que ce combat sans nom soit reconnu officiellement comme une guerre, au cours de laquelle, les troupes armées françaises et les partisans du Front de Libération Nationale (FLN) se sont tragiquement opposés. Le FLN utilise la terreur, la torture, les mutilations et les exactions pour contrôler les populations civiles.

Entre 1954 et 1962, soldats de métier, harkis, jeunes appelés et rappelés du contingent pour deux ans voire plus, se voient confrontés à l'horreur de ce conflit. Parmi les 2 millions de jeunes français mobilisés, 27 000 furent tués, dont 2 000 soldats de la Légion Etrangère, 1 millier a disparu et 1300 moururent des suites de leurs blessures. N'oublions pas que 270 000 algériens furent tués pendant ce conflit, que 4 000 civils furent victimes d'attentats en France comme en Algérie. Que 200 000 harkis qui servirent la France furent abandonnés, sitôt la guerre terminée, et que 50 000 d'entre eux, sans armes pour se défendre, furent assassinés.

N'oublions pas non plus ces hommes, ces femmes et ces enfants qui quittèrent leur terre natale, leurs racines, leur vie pour fuir en direction de la métropole ou pour trouver refuge au Maroc et en Tunisie.

Au travers de cette commémoration, c'est la mémoire de celles et ceux, civils ou militaires, français ou algériens, qui sacrifièrent leur vie, leur jeunesse que nous honorons, afin que cette cérémonie s'inscrive dans une démarche de souvenir, de vérité, et de réconciliation pour tenter de cicatriser une plaie encore ouverte pour nos deux peuples. La guerre d'Algérie est une période complexe de notre histoire, qui pendant longtemps fut occultée de l'enseignement, déclenchant des prises de positions le plus souvent passionnées et même parfois irrationnelles. D'où l'importance de ces cérémonies commémoratives qui permettent de réaffirmer notre hostilité aux politiques coloniales, aux guerres, aux tortures, aux sacrifices de vies innocentes pour asservir les peuples colonisés. Les commémorations renforcent les liens entre les générations

et sont propices à l'enseignement. La compréhension du présent naît de la compréhension du passé. Elle sont porteuses de nos valeurs républicaines de démocratie, de fraternité, de liberté, de solidarité et de paix.

Pour conclure, je voudrais citer Albert CAMUS, profondément attaché à son Algérie natale : « *Toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme* ».